A la fin des dites "trente glorieuses", durant lesquelles la richesse paraissait plus accessibles aux plus pauvres, les sociétés occidentales font face à un désordre croissant à la fin des années 60. Une ingouvernabilité qui se traduit par différents conflits qui impliquent des ouvriers, des noirs, des femmes, des étudiants, avec comme arrière plan, la guerre au Vietnam, les guerres de décolonisation. L'ennemi n'est plus à l'Est soviétique, mais il est intérieur.

Au début des années 70, les politiques mondiales prennent un tournant néolibéral accompagné par l'instauration d'un état d'urgence permanent. Il faut mettre fin d'urgence au désordre. On introduit le risque dans la société afin de faire en sorte que les individus vivent devant le risque permanent face à la nécessité de l'argent, et donc du travail. Apparaît aussi le concept de crise : « *crise de la démocratie* » qui signifiait en fait crise du commandement et crise des profits. La « *crise* » est un dispositif utilisé par le commandement capitaliste, au sein d'une tension sociale, pour produire les conditions nécessaires et pouvoir faire passer des mesures d'austérité (comme ça peut être encore le cas aujourd'hui). Le mot « *crise* » agit comme la justification préalable à toutes les mesures économiques et politiques odieuses qui rendent la vie infernale. Encore aujourd'hui, chaque fois que le gouvernement, les journaux et les intellectuels parlent de crise nous devons entendre la guerre de contre-insurrection permanente sur laquelle désormais se base chaque politique gouvernementale. Dans ses pointes les plus féroces, « crise » signifie que le capital est en train de tenter de briser le peu de résistance qu'il y a dans le peuple, en érodant ses bases vitales et en pervertissant ses façons d'être au monde.

Pendant les années 70, le marché du travail se modifie aussi. On exige que les individus, les travailleurs s'identifient corps et âme à la société civile et qu'ils en fassent la preuve par leur dynamisme et leur esprit d'entreprise, dans et au dehors des lieux de travail. Les limites du travail se font de plus en plus floues.

La lutte ouvrière en Italie, jusqu'en 1972

À partir de 1966, l'expansion de l'économie capitaliste européenne s'essouffle du fait d'une concurrence acharnée : la modernisation des industries permet de produire en plus grande quantité et plus vite. Face à cette crise, les industriels réorganisent la production par l'exploitation maximum des ressources, le travail industriel est rationnalisé en imposant une accélération des cadences et la construction de nouvelles unités de production plus modernes. Les années 1968 voient ainsi une nouvelle et dernière vague d'immigration constituée par la nouvelle génération de méridionaux qui forment la masse des ouvriers spécialisés sans qualification. Leurs faibles salaires parviennent à peine à palier les besoins les plus élémentaires. Leur rôle dans les premières grèves des usines Fiat, St Gobain, Pirelli, contre l'augmentation des cadences, des horaires de travail, est primordial.

Jusqu' à la fin années 60, la classe ouvrière, par le biais des syndicats, s'éprouve comme force capable de stopper les chaînes de production, de saboter, et d'exercer une forte pression par la grève. Lutter au sein du mouvement ouvrier des années jusqu'en 72 signifiait résister, c'est à dire ne pas laisser le patron restructurer la production (de plus en plus automatiser pour retirer la main mise des ouvriers sur leurs machines), maintenir les salaires et se lancer dans la lutte syndicale, défensive et éventuellement armée, qui les enfermait dans leur identité ouvrière rigide.

Historiquement, dès 1962 les formes d'autonomie apparaissent sur les lieux de travail, et sont tout d'abord le fait des jeunes immigrés méridionaux qui s'organisent spontanément en dehors des syndicats, rejoint en 1968 par des mouvements d'étudiants. Ces strates prolétariennes (les *non-garantis*) devenaient de plus en plus conscientes que le précariat n'était pas une paranthèse dans le développement à venir mais son essence même et que tout cela représentait la fin de toute solidarité de classe et la soumission à l'individualisme rampant, qu'on voyait apparaître dans les plis du nouveau mode de production (les grandes usines ne comptaient déjà pratiquement plus, la production avait déjà été enlevé et déplacé ailleurs). La restructuration s'est traduite par un nouveau mode de production capitaliste où les frontières du travail ne sont pas celles de l'usine. Ce qui commençait à cette époque et qui est d'autant plus vrai aujourd'hui, ce sont les qualités que l'on possède qui sont mises au travail : depuis la capacité de bouger habilement le doigt sur un « laptop » jusqu'à l'entretien sportif du coprs que nous endossons, depuis la capacité à compatir avec son prochain jusqu'à celle de surveiller productivement sa libido. En bref, tout ce qui va assurer le flux continu sur lequel repose le capital

Là où le mouvement ouvrier avait depuis longtemps été liquidé, comme aux Etats-Unis ou en Allemagne, il y eut un passage immédiat de la révolte étudiante et ouvrière à la lutte armée Ce fut en Allemagne, la RAF ou les Rote Zellen, aux USA les Black Panthers et Weathermen, les Diggers qui représentaient un prodigieux mouvement de désertion intérieure.

Là où le mouvement ouvrier était encore puissant comme en France et en Italie, le débordement de la classe oùvrière vient se traduire dans un premier temps dans des pratiques extraparlementaires et groupusculaires (l'autonomie ouvrière). En France des militants maoïstes et trotskystes, et en Italie les « *partitini* » comme Lotta continua, Potere Operaio. Le prolétariat commence à déborder franchement la classe ouvrière quand il

commence à voir dans son être-classe (homologue à celui de la bourgeoisie) son pire ennemi car le plus puissant vecteur d'intégration à la société du Capital.

Aux côtés de ces jeunes méridionaux qui luttaient pour de meilleurs salaires et la réduction des cadences, la jeunesse urbaine des villes du Nord exprimait quant à elle son allergie au travail et notamment au travail à l'usine. Petit à petit, une partie de l'autonomie ouvrière, des jeunes prolétaires se lient avec les étudiants et jeunes métropolitains vers un refus du travail, un refus des ouvriers de se reproduire en tant que force de travail disponible, en tant que capital. Ce qui se développe dans la théorie de ces années là, dans les journaux édités par les groupes, c'est que l'ennemi n'est plus une portion de la société, la bourgeoisie, mais la société en tant que telle, en tant que pouvoir diffus dans tous les aspects de la vie. Le saut qui se produit c'est que l'on passe de la *« revendications des besoins » (lutte salariale) à « l'explosion des désirs »* . Est mise en crise la vision classique du mouvement de masse centralisé au profit d'une « multiplicité de machines désirantes », où en gros on ne veut plus d'entrave entre la richesse, la marchandise, et son accès immédiat.

« *L'usine diffuse* » était le concept qui justifiait la sortie de l'usine au nom du fait que tout, en définitive, de la consommation de marchandises culturelles au travail domestique, contribuait désormais à la reproduction de la société capitaliste, et que donc l'usine était désormais partout. Ce n'est qu'avec la fin du cycle de luttes ouvrières, en 1973, notamment la lutte à l'usine Fiat de Turin où les jeunes recrues n'hésitaient pas à se masquer et faire des rondes dans l'usine pour y détruire et saboter les chaînes, et le débordement effectif du prolétariat sur la classe ouvrière se produisit. A ce point, en effet, ceux qui voulaient poursuivre la lutte durent prendre acte de la fin de la centralité ouvrière et porter la guerre au dehors de l'usine.

L'arrivée d'une nouvelle génération et sa culture hédoniste qui refuse le travail est difficilement compréhensible pour les générations plus âgées qui ont connu la guerre, le fascisme, et pour qui le travail est une nécessité. Déconsidérés par les syndicats et le Parti communiste, les immigrés méridionaux et les jeunes ouvriers vont devoir s'organiser en dehors de l'usine, de manière autonome et en plein cœur de la métropole. Cette rencontre donnera naissance au mouvement « Autonome » qui remettait en cause l'exploitation capitaliste elle-même. Les Collectifs Autonomes sont l'aboutissement de la rupture entre les syndicats et les travailleurs les plus engagés dans les luttes .

Avec la transformation du Capital au début des années 70 (délocalisation, automatisation), le mouvement ouvrier est vaincu et perd toute sa puissance. On dit même qu'il a été démocratiquement vaincu. La tradition ouvrière n'est plus en mesure d'affronter la nouvelle configuration des hostilités. On assiste donc en Italie, au milieu des années 70, à ce déplacement des conflits de l'usine vers la société, du temps de travail vers l'espace de la métropole, du salaire vers le désir, du socialisme vers le communisme, de l'identité vers le devenir.

Le problème du moment sera alors : *comment lancer une attaque contre la métropole ? Comment créer des zones d'illégalité de masse au coeur du territoire ennemi ? Comment provoquer le blocage et le collapsus de cet énorme flux de marchandises, de signes, de commandement que la métropole du capital fait circuler incessamment et qui broie nos vies ?*

Rupture : le parti de l'Autonomie « diffuse »

L'Autonomie ne fut jamais qu'un seul mouvement, même si on la désignait à l'époque comme « le Mouvement ». L'aire de l'Autonomie fut le plan de consistance où confluèrent, se croisèrent, s'agrégèrent et se dés/agrégèrent, un grand nombre de devenirs singuliers. L'unification de ces devenirs sous le terme d'Autonomie est un pur artifice signifiant, une convention trompeuse venue même a postériori. L'Autonomie possède d'innombrables dates de naissance, n'est qu'une succession d'actes de naissance comme autant d'actes de sécession.

C'est donc l'autonomie des ouvriers, de l'autonomie de la base par rapport aux syndicats. Mais c'est aussi l'autonome des ouvriers par rapport à leur rôle d'ouvrier : refus du travail, sabotage, grève sauvage, absentéisme, étrangeté proclamée par rapport aux conditions de leur exploitation, par rapport à la totalité capitaliste. C'est l'autonomie des femmes : refus du travail domestique, refus de reproduire en silence et dans la soumission la force de travail masculine, autoconscience, prise de parole, sabotage des commerces affectifs foireux ; autonomie, donc, des femmes par rapport à leur rôle de femme et par rapport à la civilisation patriarcale. C'est l'autonomie des jeunes, des chômeurs et des marginaux qui refusent leur rôle d'exclus, ne veulent plus se taire, s'invitent sur la scène politique, exigent le salaire social garanti, construisent un rapport de force militaire pour être payés à rien foutre. Mais c'est aussi l'autonomie des militants par rapport à la figure du militant, par rapport aux partis extra-parlementaires et à la logique groupusculaire, par rapport à une conception de l'action qui remet à plus tard la question de l'existence. Cela voulait dire arrêter de s'enfermer dans ses appartenances, en définitive, d'arrêter avec les revendications. C'était la grève de la « politique » non seulement traditionnelle mais aussi des assemblées où rien ne se décide, des manifestations de représentation. Grève du minoritarisme complaisant.

En bref, désubjectivisation violente. Ce que les différents devenirs de l'Autonomie ont en commun, c'est de revendiquer un mouvement de séparation par rapport à la société, par rapport à la totalité. Cette sécession n'est pas affirmation d'une différence statique, d'une altérité essentielle, nouvelle case dans la grille des identités dont l'Empire assure la gestion, mais fuite, ligne de fuite. Il n'y avait pas l'Autonomie, le Mouvement, les autonomes, mais il y avait ce qui relevait du parti de l'Autonomie, où se qui contribuait à sa construction, construction d'une multiplicité de contre-pouvoirs.

« Dès le mois de février, quelque chose d'apparemment inexplicable avait commencé à secouer les entrailles de Milan. Une ébullition, presqu'un éveil. La ville semblait renaître. Mais d'une vie curieuse, trop forte, trop violente et surtout, trop marginale. Une

nouvelle cité paraissait s'installer alors dans la métropole. Aux quatre coins de Milan, partout, c'était le même scénario : des bandes d'adolescents s'élançaient à l'assaut de la ville. D'abord, elles occupaient des maisons vides, des boutiques désaffectées, qu'elles baptisaient "cercles du prolétariat juvénile". Puis, de là, elles se répandaient peu à peu et "prenaient le quartier". Cela allait de l'animation théâtrale au petit "marché pirate" sans oublier les "expropriations". Au plus fort de la vague on compta jusqu'à trente de ces cercles. Chacun possédait bien entendu son siège et beaucoup éditaient de petits journaux. La jeunesse milanaise se passionna pour la politique et les groupes d'extrême-gauche profitèrent, comme les autres, de ce regain d'intérêt. Plus que de politique, il s'agissait en fait de culture, de mode de vie, d'un refus global et de la recherche d'une autre manière de vivre. Les jeunes milanais dans leur quasi-totalité n'ignorèrent plus rien de la révolte étudiante. [...] Fortes de leur nombre et de leur désespoir, les bandes plus ou moins politisées entendirent vivre selon leurs besoins. Les cinémas étaient trop cher : ils imposèrent certains samedis la réduction du prix des billets à coups de barre de fer. Ils n'avaient plus d'argent : ils lancèrent le mouvement "des expropriations", tragiquement simples, à la limite du pillage. Il suffisait d'être une dizaine pour se livrer à ce sport, qui consistait à entrer en masse dans un magasin, se servir et ressortir sans payer. On appelait les pilleurs "la bande au salami" parce qu'au début, ils dévalisèrent principalement des charcuteries. Très vite, les magasins de jeans, de disques furent également touchés. Fin 1976, exproprier était devenu une mode, et rares étaient les lycéens qui ne s'y étaient pas essayés une fois au moins. Toutes classes confondues : les pillards étaient aussi bien fils d'ouvriers que fils de grands bourgeois et tous communiaient dans une grande fête. » Fabrizio « Collabo » Calvi, Camarade P.38

A Rome, des collectifs autonomes de la Via dei Volsci liés au journal « Rivolta di Classe » entre 1973 et 1975, déclenchèrent une impressionnante série de luttes dans les quartiers populaires romains (occupations de logements, auto-réductions massives des factures d'électricité, gaz, eau). « Zones prolétariennes » ou « zones homogènes » étaient le nom donné à ces territoires où un véritable contre-pouvoir était à l'œuvre.

Les auto-réductions et les occupations donneront une forme et un rythme singuliers à l'Autonomie.Les expropriations, la « réappropriation » dans le sens où le pratiquaient les autonomes, n'étaient pas seulement une action politico-sociale, c'était le présage d'une richesse enfin partagée, d'un besoin qui était détruit dans l'exercice même du désir, d'une reprise en mains par la force de ce qui était retenu par le capital, ce qu'il te prenait chaque jour : s'emparer de la marchandise pour anéantir son pouvoir symbolique maléfique. A ce moment on disait que la marchandise, il ne fallait pas en avoir peur, on est né dedans, nous vivons en elle ensemble : il faut l'aimer, la fréquenter, mais non pas comme valeur mais comme usage, stimulation, jouissance. C'était une proposition pratique sur ce que signifiait agir sur le terrain social sans médiations, sur la puissance de l'illégalité dans l'exercice du communisme et enfin sur le droit de profiter de la vie immédiatement sans attendre les beaux jours.

L'Autonomie, sa force, son génie, fut de comprendre que le « quartier général » sur lequel faire feu n'était pas ce que certains commençaient à appeler « le coeur de l'Etat » ou du capital mais, en tant que machine désirante du gouvernement, le pouvoir était disséminé dans la métropole, diffus dans la vie quotidienne, présent obliquement dans chaque compartiment de l'existence, dans tout ce qui exerce de la domination – de la gestion gouvernementale des affects à celle de la politique – mais aussi dans la gestion de la totalité sociale et des individus par une économie (dont l'étymologie renvoie à « l'administration du foyer »).

Tirer sur le quartier général signifie d'un côté frapper tout ce qui se présente comme opérateurs de la discipline et, de l'autre, faire émerger l'ingouvernable là où les administrateurs du contrôle plient la vie à l'insignifiance productive de l'économie et à la domination de la norme. Des hiérarchies d'usine aux hiérarchies ménagères et sexuelles courait un unique fil rouge qui pouvait être brisé non pas en un seul point, même le plus faible, mais par une simultanéité d'attaques qui rendraient la machine inopérante. Il s'agissait ainsi de vider et de rendre inertes chacun des dispositifs de base, celui dans lequel on naît et on grandit, dans lequel toutes les frustrations se déchargent pathologiquement avant de se répliquer à l'infini dans la société.

Mouvement de 1977, en route vers l'insurrection

Le 5 février, toutes les facultés romaines sont occupées et dans la nuit, de nombreuses voitures de la police et des fascistes sont incendiées. Ce jour-là, pour la première fois, le préfecture de Rome interdit toute manifestation et l'université est encerclée par des milliers de policiers. L'occupation de l'université fut un prétexte pour qu'étudiants, jeunes prolo de petites usines, chômeurs, jeunes des quartiers puissent se rencontrer. La fac apparaît comme le quartier général d'une vague de lutte qui avait pour thème fondamental le refus de l'organisation capitaliste du territoire, du travail, contre le système qui génère chômage et exploitation. Pendant l'occupation plutôt que d'organiser des séminaires autogérés, on préférait interrompre les cours principaux et les transformer en instrument du mouvement : en philosophie on ne parle pas de Marx mais de la vie quotidienne, en économie les modes de sabotage des dépenses publiques, en électricité comme faire une radio... A ce moment, tous les groupes, bandes, communes, radios libres, zones prolétaires viennent à se rencontrer, s'organiser et se coordonner. Arrive alors l'explosion de ce qui était sous-tendu depuis le début de la décennie : hostilité à la société du capital mais aussi à tous les syndicats et groupes extraparlementaires qui étaient restés sur un modèle léniniste et une certaine conception de la lutte (différence sur le plan éthique).

Le PCI ne supportait pas la croissance exponentielle du Mouvement et décida d'envoyer un signal fort : la restauration de l'ordre à l'université. Le 16 février, on apprend que Luciano Lama, le secrétaire national de la CGIL (syndicat communiste) compte se rendre à l'université le lendemain pour une confrontation avec les étudiants. Le PCI romain pense parvenir à évacuer les étudiants qui avaient fait de l'université leur

base rouge depuis deux semaines. Le lendemain matin, jeudi gras du carnaval de 1977, à 7 heures du matin, syndicalistes et militants du PCI se présentent devant l'université et commencent leurs interventions tout en effaçant les inscriptions sur les murs de la fac.L'affrontement éclate avec d'un côté le service d'ordre du syndicat et la police et de l'autre les autonomes. Lama est expulsé de l'université. Défaite publique du grand chef syndicat. Apparaît au grand jour la rupture profonde entre la bureaucratie stalinienne de la gauche institutionnelle et le mouvement réel, entre le socialisme des sacrifices et le communisme des désirs. Dans l'après midi, le recteur autorise la police à intervenir pour expulser la fac. Les occupants résistent suffisamment pour laisser le temps de quitter les lieux, le rapport de force étant trop défavorable.

La période précédente, de 1968 à 1973, avait été marquée par la lutte entre le PCI et les groupes extra-parlementaires pour l'hégémonie de la représentation du nouvel antagonisme social. Mais quand le cycle de lutte ouvrière commence à s'essouffler à l'échelle mondiale, le PCI élabore la ligne du compromis historique et rejoint le parti de l'ordre. C'est en ça que le processus révolutionnaire a rencontré par la suite le PCI comme le plus résolu de ses adversaires.

Pendant les mouvements, comme ça a pu être aussi le cas en Grèce et France dans les dernières années, les occupations d'écoles ou d'universités ont généralement peu à voir avec les revendications étudiantes. Dans certains cas, les étudiants étaient même minoritaires. On prenait l'université parce que ce n'était pas difficile de l'occuper et la police ne pouvait pas l'expulser facilement, c'était en centre, c'était grand, avec beaucoup d'espace pour dormir, pour faire des assemblées, pour faire manger tout le monde...

Les moments de respiration sont de grande importance dans les périodes de révolte. Disposer de bases dans lesquelles on peut se retirer juste le temps de penser la situation ensemble, pour se reposer, pour préparer les prochaines actions, c'est indispensable. Mais aussi les occupations à outrance de la Place Tharir au Caire, ou de Taksim à Istanbul, la capacité de tenir des espaces joignables par n'importe qui, se sont révélées vitales pour arrêter le mouvement perpétuel de la métropole et imposer un autre rythme, pour donner une force aux lignes en mouvement, pour créer l'espace où la rencontre est possible.

Dans les années 70, à Bologne, le PCI était très fort. La ville était à la fois hyperconsumériste et communiste. Elle abrite également la plus vieille université d'Europe, avec ses 70 000 étudiants, donc une majorité de fuori-sede (étudiants qui habitent en campagne ou dans le sud, qui doivent payer des logements étudiants) qui vivent difficilement, doivent payer très chèr pour partager une chambre avec d'autres étudiants. Ils doivent accepter toutes les sortes de petits boulots précaires pour payer leurs études. A partir de 75, les pratiques autonomes gagnent Bologne et se construit une ville parallèle qui se développe démesurément, ne serait-ce que parce qu'elle est de plus en plus fréquentée par toute cette strate prolétarienne urbaine et périurbaine qui subit le même traitement que partout en Italie, de la part de la municipalité social-communiste, elle même alliée aux commerçants et aux patrons de l'immobilier. Une ville parallèle qui commence à exprimer une culture, une vision du monde, une forme de vie qui en viennent par la force des choses à s'affronter directement à la caste grise des bureaucrates communistes et à la bourgeoisie rouge jouisseuse des commerçants et des patrons bolognais.

A partir de février 1977, tous les jours, Bologne est sillonnée de défilés qui partent des différentes facultés occupées, où les assemblées ne ressemblent pas à celles des années précédentes, au sein desquelles on n'a plus le temps de s'ennuyer, on discute avec passion de tout, et on s'amuse. Le 7 mars, un défilé contre la répression se transforme en une énorme ronde qui balaye la ville : d'autres appartements sont occupés. Après une frappe sur les bureaux de l'Opera, le cortège est dispersé et des manifestants s'approprient des denrées alimentaires.

Le mouvement bolognais, qui jusque-là, avait essayé d'échapper à la confrontation directe avec l'Etat, préférant approfondir et élargir l'extranéité, la libération du corps, la dissolution collective, la transformation des rapports personnels, les pratiques de réappropriation, le bouleversement des codes de communication, se trouve brutalement porté sur le terrain de la guerre.

Le 11 mars les carabiniers et la police trouve comme prétexte une rixe entre des autonomes et un autre groupe pour entrer sur le campus, charger les étudiants et gazer. Alors que les autonomes ripostent, un étudiant est tué par un carabinier d'un coup de pistolet. Radio Alice diffuse, la nouvelle se répand. Dans l'après midi, 10 000 personnes partent de l'université, tous masqués et armés de pierres, de barres de fer, de bâtons et de molotov. C'est le début d'une guérilla rue par rue. La guérilla se poursuit le 12 alors que les barricades étaient tenues toute la nuit, mais dégagées à l'aube par le PCI. Les affrontements durent toute la journée, les police tire, les autonomes se dispersent puis se regroupent. Une armurerie est pillée, la police fait irruption dans les locaux de Radio Alice, des personnes du mouvement enfermées en prison font écho à l'intérieur. A 22 heures, les rebelles quittent les lieux convaincus de ne pas pouvoir résister plus longtemps. Le lendemain matin Bologne se réveille envahie par les chars.

Les expériences, les mots, les gestes, les affects, les imaginations, les armes et les vérités des années précédentes sont parvenus cette année-là à un point de fusion pour se rencontrer et se recomposer, avec toutes leurs différences, dans le Mouvement. Le « Mouvement de 1977 » comme animal prodigieux et magnifique, énorme corps monstrueux composé d'organes et de membres totalement hétérogènes. Un monstre qui se déplaçait à travers les rues, les usines, les maisons, les corps, les universités, les sexes, les quartiers et qui, à mesure qu'il se déplaçait, grandissait, connaissait, détruisait et construisait.

Après les journées d'insurrection du 12 et 13 mars, le mouvement a de plus en plus de mal à se nourrir. Il est de plus en plus criminalisé et réprimé. En mai une fête est organisée à Bologne pour fêter la victoire du référendum sur le divorce. Les autonomes y adhèrent pour s'y retrouver. Provocation et agression de la police. Une militante meurt d'une balle dans le dos. Peu à peu, l'écart se creuse entre ceux qui sont pour l'enracinement de masse et ceux qui optent pour un usage plus fort de la violence armée (une partie d'entre eux rejoignent les groupes luttarmistes). Deux composantes qui fonctionnaient bien ensemble jusqu'alors.

Le 14 mai à Milan, manifestation contre l'assassinat de l'étudiante et l'arrestation de deux avocats milanais réputés dans le mouvement. Un groupe autonome (Romana-Vittoria) se dirige vers la prison où une fusillade éclate. Un policier, Custrà, est tué. Début de la folie armée et de la répression démesurée. A ce

moment dans la presse, l'autonomie est synonyme de terrorisme.

Des militants prennent la fuite. L'Etat fait une campagne de répression qui repousse les pratiques autonomes à la marge ou dans des ghettos. L'assassinat d'Aldo Moro n'arrange pas les choses. L'antiterrorisme fait son travail. Le Mouvement est alors pris entre deux lames de ciseaux : marginalisation des pratiques ou affrontement direct avec l'Etat.

Sujet/Identité

Dans les années 70, il s'agissait de mettre en œuvre une « décomposition » de la société comme de la classe, autrement dit une sépar/action des dispositifs de pouvoir que chaque « subjectivité » traçait à partir de sa singularité : la puissance de l'Autonomie tenait aussi à sa capacité à faire interagir chaque différence avec le tissu commun, c'est à dire à transformer la vie de tous à partir de l'expression de la singularité et inversement, de laisser le collectif transformer la vie des gens. L'Autonomie fut un collecteur traversé dans les deux sens par ces flux qui, en s'organisant, devenaient puissances révolutionnaires.

Pendant les moments de révoltes de ces dernières années (Rome, Londres, Le Caire en 2011, Istanbull et Rio en 2013 par exemple), on se demandait souvent s'il y avait un « sujet » de toutes ces luttes, de toutes ces révoltes. Ils y en a qui répondent que oui, que ce sont les « jeunes » ou les « étudiants », ils y en a qui disent que ce sont les « pauvres » ou qui disent que ce sont les « précaires ». Mais si il y a une vérité que toutes ces expériences montrent, avec une évidence jamais atteinte auparavant, c'est bien l'absence de sujet et même, la capacité des pratiques de lutte à dissoudre toute subjectivité politique et sociale dans un commun qui se fout d'une quelconque identité.

Les collectifs, les bandes, les communes

L'Autonomie, le Mouvement, cette aire aux contours mal esquissés rassemblaient tous ceux qui mettaient en évidence la nécessité de nouveaux rapports entre les individus ; elle regroupe une pléiade de collectifs, de cercles de jeunes prolétaires, de Freaks, de mao-dadaïstes, de situationnistes, de post-structuralistes, qui, tous, font de l'ironie, du cynisme, du désespoir, une arme qu'ils brandissent face aux chars blindés et aux pistolets du pouvoir.

Des communes voyaient le jour de part et d'autre, les êtres se trouvaient, s'entendaient, décidaient de cheminer ensemble et mesuraient leur force à la réalité : dans les grèves sauvages, dans les maisons occupées, les radios libres.

Les « *Indiens métropolitains* » sont l'une des composantes les plus significatives de cette aire. Ils ont brusquement fait irruption au sein du Mouvement et se sont retirés sur la pointe des pieds quand la grande presse s'est intéressé d'un peu trop près à leurs danses sacrées. La première tribu s'est formée à Rome, mais très vite d'autres « Peaux-Rouges » se sont installés à Milan, Turin, Florence. C'était des gens de toutes sortes, anciens militants de Lotta Continua et des groupes, jeunes de Circoli, féministes, étudiants peu versés dans le sacrifice du militantisme ou qui en avaient fait l'expérience et voulaient le faire voler en éclat. Il demandaient la libéralisation du haschich et du LSD, réquisitionnaient des immeubles vides, créaient des rondes antifamilles afin d'enlever les mineurs conditionnés par leur parent et réclamaient le renvoi dans leurs pays d'origine de tous les animaux détenus dans les zoos.

L'appellation « *indiens métropolitains* » vient du fait que ce sont des jeunes qui vivaient dans des « réserves », métaphore des quartiers périphériques. Ils ne sont pas marxistes au sens marxiste de l'usine mais plutôt métropolitains comparable à l'ouvrier social, à la prolétarisation diffuse.

Radio Alice était une radio libre, créée dans l'année 76 et hébergée à Bologne dans un lieu occupé baptisé Altrove (« Ailleurs). Elle se définissait ainsi : « *Radio Alice retransmet de la musique, des nouvelles, des jardins fleuris, du verbiage, des inventions, des découvertes, des recettes, des horoscopes, des philtres magiques, des amours, des bulletins de guerre, des photographies, des messages, des massages, des mensonges... Radio Alice est un poste où les lapins portent des gilets et où les speakers vont au trot* ». Et on disait que « *Alice était le mégaphone du refoulé, des désirs, de la schizophrénie du quotidien ; Altrove devait être le lieu libéré/libérant où on tend à la transformation des rapports présents* » (juillet 1976). Alice éventrait les murs de l'indifférence, enfonçait la lame de l'irone dans le gras de la bourgeoisie rouge bolognaise et exaltait le désir de chacun, du jeune des périphéries à l'étudiant fuori-sede (non-originaire de la ville où il étudie), de l'ouvrier à la ménagère. Radio Alice frappait dur car elle avait métabolisé la leçon que c'était le terrain du quotidien qui déterminait la qualité du mouvement. Elle ne se posa jamais en « institution » de celui-ci mais bien en multiplicatrice de désirs et destructrice de l'ordre linguistique et symbolique dominant et c'est en partant de là seulement que l'usine, reconnectée à la vie commune, pouvait également se faire de nouveau terrain révolutionnaire.

A l'époque les radios libres étaient très rares et personne n'avait jamais pensé à faire ce que Radio Alice fit immédiatement : au lieu de faire du micro le mégaphone de sa « propre » organisation, le mettre à la portée de n'importe qui. Tout le monde pouvait téléphoner et dire ce qu'il pensait, chaque « collectif en multiplic/action » pouvait demander à faire sa propre émission : « Les voix les plus différentes s'entrelaçaient et se contaminaient en flux verbal continuel. Et comme on le sait, parler est une forme d'autoérotisme, de jouissance donc, que l'on percevait parfaitement en écoutant les émissions. Les voix sans images, les voix qui s'intensifiaient dans l'obscurité.»

Le Mouvement, cherchant à sortir de l'étau militant imposé par la pratique

militante traditionnelle, élaborait de nouvelles formes d'expression créatrices et libératrices. Il y avait non seulement les discours dans les assemblées qui étaient bouleversés, mais aussi les comportements quotidiens, on faisait usage de l'ironie, d'une langue apparemment incohérente, on avait recourt aux mass media, aux graffitis, aux slogans, à la musique. *« Allumons au hasard l'une des radios libres et écoutons l'une des chansons préférées des jeunes ; peut importe l'auteur-interpète. On a d'abord l'impression qu'il parle un langage disparate, fait d'allusions qui nous échappent : aucun lien logique ; et pourtant la chason dit bien quelque chose, et ce quelque chose est parfaitement familier et convaincant pour un garçon de 14 ! Alors, une question vient à l'esprit : les premiers lecteurs d'Eluard, d'Apollinaire, de Mzïzkovski et de Lorca n'éprouvaient-ils pas le même sentiment étonné devant l'allure « illogique et fragmentée » de leur poésie ? » L'Espresso*, 10 avril 1977.

Les différentes bandes ou groupes qui se bougeaient à l'époque à Milan, Bologne, Rome avait un modèle à deux dimensions : celle de l'invention et du partage d'une forme de vie, et celle de l'organisation, qui étaient fondues dans la pratique politique autonome. Une forme de vie qui coïncidait avec sa forme d'organisation politique et qui par là même, déstabilisait l'état des choses présent. On intensifiait toujours plus le lien entre ce qu'on vivait et ce qu'on pensait, et vice-versa. Modèle complètement opposé au modèle néoléniniste du parti, et des partis de gauche en général, qui restent extérieur aux formes de vie.

Les pratiques du Mouvement visaient l'habitation d'un temps libéré, antiproductif et fortement érotisé cherchant à accompagner la tendance à la dématérialisation du travail, d'un usage des lieux extrêmement concret, fondé sur le contact entre les corps, la circulation des affects et la jouissance matérielle de la ville. Le communisme contre la métropole.

La réquisition de maisons ou d'immeubles vides, les occupations furent la traduction spatiale du niveau d'insubordination du Mouvement, qui ne cessait de s'intensifier. Les locaux étaient ouverts à l'usage commun de toutes les expériences de lutte qui naissaient. Aussi c'est dans les rues et sur les places que les flux de la subversion trouvèrent leur point de densification. Dans les apparts collectifs se renforçaient le tissu éthique du Mouvement.

Les collectifs autonomes ne cachaient pas leur faiblesse numérique ni la différence avec les autres villes. A l'élargissement ils préféraient l'approfondissement pratique et théorique, puis là où ils vivaient ils se faisaient le coeur vif et brûlant des luttes, du quartier, de l'école ou de l'usine. Et aux moments opportuns venait la coordination avec d'autres situations similaires, à l'occasion de manifestations ou d'assemblées. La montée insurrectionnelle de ces années là était aussi la multiplication des communes, des bandes, leur liaison et leur articulation.

Ce fut sur le plan des pratique qu'est venu s'opérer la rupture éthique entre l'autonomie et le mouvement ouvrier traditionnel : ce furent les autoréductions – en 1974, 200 000 foyers italiens autoréduisent leur facture d'électricité -, les expropriations prolétariennes, les squats, les radios libres, les manifestations armées, la lutte dans les quartiers, la guérilla diffuse, les fêtes contreculturelles, bref, l'Autonomie. Et c'est encore, avec ses fêtes, avec ses manifestations comme fin en soi, avec son humour armé, sa science des drogues et sa temporalité dissolvante, ce vieil art du non-travail qui, dans le mouvement des années 70, fit le plus décisivement trembler l'Empire.

Sur l'anarchisme/l'insurrectionnalisme

Lorsqu'on parle d' « insurrectionnalisme » à propos de l'Autonomie, il faut faire attention à ne pas le confondre avec l'insurrectionnalisme anarchiste des années 1980 et 1990 : on ne trouve pas trace, dans l'Autonomie, de cette illusion d'un processus entièrement spontané où l'accumulation de gestes isolés permettrait d'arriver à des échéances insurrectionnelles, mais au contraire l'idée toujours réaffirmée d'une interpénétration continue des niveaux d'insubordination diffuse et des niveaux d'organisation, qui se reportait chaque fois sur une dynamique de recomposition de masse permettant de construire la décision de l'insurrection, qui restait de toute façon entendue comme une série de grands moments du conflit qui ne résolvaient pas eux-même le problème révolutionnaire.

La question de la prise du pouvoir

Au sein du mouvement, avec une telle intensification des plans d'organisation, de leur composition, de leur consistance, on se pose la question du pouvoir, et de la prise du pouvoir. Lutter pour le pouvoir ne voulait plus dire, comme chez les classiques, lutter pour s'emparer de la machine étatique mais étendre des zones libérées où pouvait naître une forme de vie communiste : contre l'Etat, sans transitions socialistes, sans délégations à personnes, sans renoncer à rien sur le plan de la satisfaction commune des besoins.

L'organisation autonome, les sans pouvoir, en exerçait une multiplicité qui, tout simplement, permettent de vivre mieux. Le contre-pouvoir, ou la multiplicité des contre-pouvoirs n'est pas un autre pouvoir « égal ou opposé » au pouvoir ennemi, mais un ensemble coopératifs de micro-pouvoirs, c'est à dire une puissance autonome, notamment projetée vers la libération du fantasme du pouvoir. Et du coup, les différentes bandes qui expérimentaient une forme-de-vie communiste ne considérait pas le communisme comme un mode de production « alternatif », encore moins comme une manière plus juste de travailler, mais comme l'affirmation d'un moyen qui, en détruisant l'état des choses présent et en supprimant le travail, devait permettre de persévérer dans une forme de vie orientée vers le bonheur : « la pratique du bonheur est subversive lorsqu'elle se collectivise ».

Il n'était pas question d'une prise de pouvoir unilatérale, reprendre les machines étatiques etc. mais y opposer une multiplicité de contre-pouvoir qui prenait aussi en charge les questions existentielles et du coup venait retirer l'hégémonie du pouvoir étatique sur une partie de sa population. Il n'y a pas d'hypothèse révolutionnaire sérieuse qui ne répond pas aux questions existentielles comme la collecte quotidienne des ordures, la prise en charge des services de santé à large échelle, mais aussi stopper les productions nocives comme les centrales nucléaires.

Sur la lutte armée

Parallèlement à l'Autonomie, et finalement qui prenait plus de place sur le plan médiatique et politique, il y avait la lutte armée. Il y avait d'un côté le Mouvement, avec sa stratégie de guerre civile de longue durée qui comptait sur l'élargissement et l'approfondissement de l'indépendance prolétarienne avec pour objectif le déclenchement de mouvements insurrectionnels pour dissoudre le pouvoir et l'Etat, et de l'autre celui de la lutte armée et notamment des Brigades Rouges, confié à des cellules clandestines soumises à une direction de parti qui, dans la plus pure tradition marxiste-léniniste, devait prendre le pouvoir et instaurer un Etat ouvrier.

A ce point, il est possible de tirer au moins une leçon : un mouvement révolutionnaire tire sa puissance de sa capacité à tenir ensemble les différents niveaux – matériels, spirituels et guerriers – qui le définissent comme une forme de vie : chaque fois qu'il se laisse aller à l'hypertrophie et/ou à la séparation d'un de ces niveaux par rapport aux autres, la défaite est certaine. Car s'il y a des défaites, militaires, la défaite peut avoir lieu aussi sur d'autres plans, comme la transformation en une secte de théoriciens impuissants ou la managérialisation de la protestation. Et on peut dire qu'en Italie, après les années 1970, nous avons vécu, successivement, chacune de ces défaites.

Contrairement à ce que l'expression suggère, le « mai rampant » (qui désigne le mouvement italien des années 70) ne fut nullement un processus continu étalé sur dix années, ce fut au contraire un chœur souvent cacophonique de processus révolutionnaires locaux, se mouvant eux-mêmes, ville par ville, selon un rythme propre fait de suspensions et de reprises, de stases et d'accélérations, et se répondant les unes aux autres.

En Italie dans les années 70, ce qui était là en jeu sous la forme la plus nue et la plus brutale le demeure en grande partie pour nous, quoique sous des latitudes pour l'heure moins extrêmes. Cette période est encore, dans tous ses aspects, l'un des moments insurrectionnel le plus *proche* de nous. C'est de là que nous devons partir, non pour faire l'histoire d'un mouvement passé, mais pour affûter les armes de la guerre en cours.

Les événements d'Athènes, de Rome, d'Istanbul, du printemps Arabe, et d'autres encore rendent l'autonomie des années 70 d'autant plus actuelle, d'autant plus possible. Et en dehors de ces grands événements, des grandes place, il y a un dense débit de comportements qui défient les dispositifs métropolitains. Une succession de petites escarmouches, un état d'agitation permanent, un peu comme dans les années 70 mais pour l'heure mois massif. Il faut être conscient que tant que ces gestes resteront isolés les uns des autres et ne réussiront pas à se mettre en relation et à fonctionner selon un mot d'ordre collectif et d'un sentiment commun, alors ils resteront marginaux et inoffensifs.

Le problème c'est inventer une machine de guerre susceptible d'utiliser toutes les fuites de la norme sans être machine centralisée, sans ramasser toutes les singularités dans un sujet politique. Or, un tel problème ne se résout pas dans le lieu clos d'une organisation, dans l'appartenance à un milieu en répondant à certains codes, et encore moins dans les discours abstraits sur l'unité. La composition ne peut s'effectuer que sur le terrain des pratiques de transformation (mise en commun, études collectives, pratique d'autoconscience, communication) : sur le terrain d'une pratique qui reparcourt transversalement toute la déchirure de l'existence, qui construit de nouveaux instruments de collectivisation du désir, qui relie ce que le capital sépare. Il y a besoin de faire exploser les gestes qui échappent à l'ordre, les rendre toujours plus communs, les agencer à d'autres formes de refus du travail et de résistance contre la métropole, sans jamais arrêter de s'amuser.

Pour approfondir le sujet, voir :

Marcello Tarì, *Autonomie ! : Italie, les années 1970*, La Fabrique, 2011
Fabrizio Calvi, *Italie 77 le Mouvement, les intellectuels*, Seuil, 1977
Paolo Pozzi, *Insurrection*, Nautilus, 2010